

# Directives

valables dès les examens 2011

## Examen supérieur d'Expert(e) en finance et controlling

Règlement, édition 2011

**Association pour les examens  
supérieurs en comptabilité et controlling**

Tous les qualificatifs sont exprimés au masculin; ils s'appliquent par analogie au féminin.

## Généralités

Le présent guide (ci-après le guide) interprète et explique les dispositions figurant dans le Règlement concernant l'examen professionnel supérieur d'experte/expert en finance et controlling et fournit des indications sur l'étendue et le contenu des matières d'examen.

## But de l'examen

### Profil professionnel

Les experts diplômés en finance et controlling sont des spécialistes de haut niveau qui peuvent aussi être largement impliqués dans l'ensemble des domaines de la finance et de la comptabilité. Ils peuvent de surcroît (après avoir suivi une formation continue adéquate) exercer une fonction dirigeante et de conseil dans des domaines proches tels que le corporate finance ou les affaires fiscales.

Les experts diplômés en finance et controlling peuvent intervenir dans de petites, moyennes et grandes entreprises de l'économie privée mais également dans diverses entreprises et administrations publiques et y exercer une fonction dirigeante.

Les profils professionnels de haut niveau envisageables sont ceux de

- ◀ responsable des finances et de la comptabilité dans une PME
- ◀ responsable de la consolidation dans une grande entreprise
- ◀ contrôleur de gestion au niveau international
- ◀ contrôleur de gestion dans des domaines particuliers.

L'examen supérieur facilite le choix de collaborateurs spécialisés dans les domaines de la finance et du controlling à l'économie privée et aux administrations publiques.

## Conditions, conditions d'admission, exigences d'activités professionnelles

Dans le but de réussir l'examen, il est impératif d'observer les remarques suivantes:

Les examens professionnels et professionnels supérieurs ne sont pas un certificat de connaissances scolaires mais la confirmation que la pratique professionnelle a été complétée par des connaissances théoriques approfondies.

Les conditions d'admission et les exigences d'activités professionnelles figurent dans le règlement d'examens (ch. 3.31). Une activité professionnelle au sens du règlement d'examen signifie une activité qualifiée dans le domaine de l'établissement des comptes et du controlling. Le terme fixé pour la justification de l'activité professionnelle est la date de la décision d'admission. L'activité professionnelle doit être attestée par un questionnaire qui doit être signé par l'employeur. Les certificats de travail peuvent exceptionnellement être produits.

L'admission à l'examen peut être clarifiée auprès du Secrétariat des examens. Les formulaires adéquats se trouvent sur le site [www.examen.ch](http://www.examen.ch).

## Préparation à l'examen

Quiconque planifie sa formation continue et envisage de préparer un examen professionnel supérieur doit non seulement s'enquérir des exigences mais doit aussi se renseigner sur les possibilités de formation. Les voies de préparation à l'examen, en parallèle avec l'activité professionnelle, sont multiples.

Il est recommandé d'examiner soigneusement les diverses offres de formation (qualité, coûts, plan des études, durée).

Le succès de l'examen dépend dans tous les cas d'une préparation et d'un travail planifiés, soutenus et de longue haleine. Celui qui se prépare durant de longues années en vue de se présenter à un examen professionnel ou professionnel supérieur, et qui sacrifie une partie de son temps libre fait preuve d'esprit d'initiative et de persévérance; ces traits de caractère sont estimés et appréciés par l'économie.

## Epreuves d'examen

Désignation de l'épreuve	Nature	Durée	Note	Pondération
I <b>Etablissement des comptes selon les normes suisses et internationales</b>	écrit	5 heures	1	3
II <b>Controlling</b>	écrit	5 heures	1	3
III <b>Corporate finance</b>	écrit	3 heures	1	1
IV <b>Fiscalité</b>	écrit	2 heures	1	1
V <b>Etudes de cas</b> (interdisciplinaires)	écrit	5 heures	1	3
VI <b>Examen oral</b>	oral	40 minutes	1	1
Total	écrit	20 heures		
Total	oral	40 minutes		

# Appréciation

## Examen écrit

- ◁ l'appréciation porte en premier lieu sur l'exactitude et l'intégralité du contenu
- ◁ l'appréciation porte en second lieu sur la forme, la présentation et la rédaction (langue)

## Examen oral

L'examen oral s'étend aux épreuves d'examen 2 à 5 indiquées au chiffre 5.1 du règlement d'examen. La matière de l'examen ainsi que la formulation des questions sont en général axées sur l'expérience pratique. Cela ne signifie cependant au aucun cas que les experts doivent se limiter strictement au domaine d'activité personnel du candidat. Pour l'évaluation, les connaissances détaillées et approfondies, la capacité de réaction, la maturité intellectuelle ainsi que l'ouverture d'esprit du candidat sont déterminantes.

## Niveau des connaissances

### **A Connaissances de base**

- connaître et savoir reproduire les définitions importantes et les contextes
- connaître et savoir reproduire l'opinion dominante

### **B Compréhension**

- savoir classier et reproduire systématiquement les connaissances
- savoir reconnaître les problèmes

### **C Application et évaluation**

- savoir appliquer les connaissances acquises et établir ses propres calculs ainsi que ses propres interprétations
- savoir résoudre les problèmes particuliers de manière adéquate
- savoir reconnaître les situations complexes et les analyser en fonction de l'expérience acquise
- savoir intervenir dans les processus d'ajustements, développer de nouvelles procédures et soumettre des propositions d'amélioration
- savoir porter des jugements de valeurs, établir des comparaisons et tirer des conclusions correctes.

# Domaines essentiels et contenus

<b>Niveau de compétence</b> <b>A = connaissances de base</b> <b>B = compréhension</b> <b>C = application et évaluation</b>	<b>Niveau de compétence</b>
<b>I. Etablissement des comptes selon les normes suisses et internationales</b>	
<b>1. Fonctions et conceptions de l'établissement des comptes externes</b> 1.1 Fonction contractuelle 1.2 Fonction informative 1.3 Etablissement des comptes externes et marché des capitaux 1.4 Etablissement des comptes externes et gouvernance d'entreprise	<b>B</b>
<b>2. Etablissement des comptes selon les Swiss GAAP RPC</b> 2.1 Structure et domaines essentiels des Swiss GAAP RPC 2.2 RPC essentielles (cadre conceptuel, évaluation, présentation, tableau de financement, opérations hors bilan, annexe) 2.3 Origine, évaluation et directives de présentation des rubriques actives 2.4 Origine, évaluation et directives de présentation des rubriques passives 2.5 Problèmes interdisciplinaires spécifiques d'établissement du bilan et des rapports (transactions de leasing, contrats de construction à long terme, instruments financiers dérivés, impôts, parties liées) 2.6 Tableau de modification des fonds propres 2.7 Rapport intermédiaire 2.8 Migration de l'établissement des comptes vers les Swiss GAAP RPC (planification et stratégie de la migration, réalisation de la migration)	<b>C</b>
<b>3. Etablissement des comptes selon les IFRS</b> 3.1 Structure et domaines essentiels des IFRS 3.2 Cadre conceptuel des IFRS 3.3 Compte de résultats 3.4 Origine, évaluation et directives de présentation ainsi qu'indications essentielles concernant les rubriques actives individuelles 3.5 Origine, évaluation et directives de présentation ainsi qu'indications essentielles concernant les rubriques passives individuelles 3.6 Problèmes interdisciplinaires spécifiques d'établissement du bilan et des rapports (transactions de leasing, contrats de construction à long terme, instruments financiers dérivés, impôts, diminutions de valeur, related party disclosure) 3.7 Tableau de financement	<b>C</b>

<ul style="list-style-type: none"> <li>3.8 Tableau de modification des fonds propres</li> <li>3.9 Directives particulières de présentation (modifications de l'établissement du bilan, Discontinued Operations, résultat par action, événements postérieurs à la date du bilan)</li> <li>3.10 Migration de l'établissement des comptes vers les IFRS (planification et stratégie de la migration, réalisation de la migration)</li> <li>3.11 Différences essentielles par rapport à l'établissement des comptes selon les US-GAAP</li> </ul>	
<p><b>4. Boucllement et rapport de gestion consolidés selon les Swiss GAAP RPC et les IFRS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>4.1 Fondements du boucllement consolidé (composants, buts, principes, méthodes de la délimitation des impôts)</li> <li>4.2 Obligation d'élaborer un boucllement et un rapport de gestion consolidés</li> <li>4.3 Délimitation du périmètre de consolidation</li> <li>4.4 Transfert en cas de prescriptions divergentes d'établissement des comptes de la maison-mère</li> <li>4.5 Conversion de boucllements de sociétés étrangères du groupe</li> <li>4.6 Consolidation du capital (y compris la consolidation sur plusieurs niveaux, consolidation transitoire et définitive, délimitation des impôts, cas particuliers)</li> <li>4.7 Consolidation des dettes (y compris la délimitation des impôts et les cas particuliers)</li> <li>4.8 Résultats internes du groupe résultant de livraisons et de prestations (y compris la délimitation des impôts et les cas particuliers)</li> <li>4.9 Consolidation des charges et produits</li> <li>4.10 Structure du boucllement consolidé et du tableau des fonds propres</li> <li>4.11 Consolidation proportionnelle (y compris la délimitation des impôts et les cas particuliers)</li> <li>4.12 Evaluation des participations selon la méthode de la mise en équivalence (y compris la délimitation des impôts et les cas particuliers)</li> <li>4.13 Tableau de financement consolidé</li> <li>4.14 Rapport sectoriel</li> <li>4.15 Annexe consolidée</li> <li>4.16 Rapport de gestion consolidé</li> <li>4.17 Rapport concernant les relations avec les entreprises liées</li> <li>4.18 Présentation et publication</li> <li>4.19 Rapport intermédiaire</li> <li>4.20 Différences essentielles par rapport à l'établissement des comptes consolidés selon les US-GAAP</li> </ul>	<b>C</b>
<p><b>5. Cas particuliers d'établissement des comptes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>5.1 Fondation</li> <li>5.2 Transformation</li> <li>5.3 Assainissement</li> <li>5.4 Liquidation</li> </ul>	<b>C</b>

5.5 Insolvabilité	
<b>6. Analyse du bouclage annuel</b> 6.1 Missions et objectifs 6.2 Traitement des données (y compris les notions statistiques) 6.3 Chiffres-clé de l'analyse du bouclage annuel 6.4 Analyse économique financière 6.5 Analyse économique du résultat 6.6 Analyse de la politique d'affectation du résultat 6.7 Analyse du résultat orientée sur le marché (Earnings per Share etc.) 6.8 Analyse de la valeur ajoutée 6.9 Identification préalable de risques d'entreprise	<b>C</b>
<b>7. Système de contrôle interne (SCI)</b> 7.1 Contrôle interne 7.2 Fondements juridiques 7.3 SCI conjugué avec d'autres fonctions de contrôle et de direction 7.4 SCI: cadre conceptuel, exigences et possibilités d'organisation en pratique 7.5 SCI et technologie de l'information 7.6 Principes de la documentation des contrôles et des processus	<b>B</b>
<b>8. Technologie de l'information dans les domaines de la finance et de la comptabilité</b> 8.1 Concepts de systèmes 8.2 Stratégie informatique 8.3 Organisation informatique 8.4 Gestion informatique 8.5 Prestations de services (acquisition de hardware et de software, lancement et gestion de projets, maintenance, externalisation (outsourcing) 8.6 Hardware et autres composants de systèmes informatiques (cadre de référence de base et d'affaires) 8.7 Réseaux et technologies de transferts des données 8.8 Architecture de programmes 8.9 Ordonnancement des données et accès aux données 8.10 Introduction de systèmes informatiques (vue d'ensemble de projets, planification de projets, concept détaillé, réalisation, préparation et mise en production, support) 8.11 Modélisation des données des processus opérationnels en général (approvisionnement, gestion des stocks, production, distribution et expédition, recherche et développement, élimination) 8.12 Modélisation des données des processus opérationnels par domaine (négoce, industrie, prestations de services, entreprises publiques et administration) 8.13 Risques de l'usage de l'informatique et leur appréciation	<b>A</b>

8.14 Structure d'un système de contrôle de l'informatique	
8.15 Surveillance du système de contrôle de l'informatique	
<b>II. Controlling</b>	
<b>1. Structure d'un système de controlling</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>1.1 Niveau du capital et du résultat de la gestion interne</li> <li>1.2 Chiffres-clé de la rentabilité (Return on Capital Employed, Return on Invested Capital, Return on Net Assets, Return on Assets, Cashflow Return on Investment, Shareholder Value Return)</li> <li>1.3 Chiffres-clé de la contribution à la valeur (Economic Value Added, Economic Profit, Cash Value Added, Shareholder Value Added)</li> <li>1.4 Systèmes et données de la comptabilité (charges par nature, centres d'analyses, prix de revient)</li> <li>1.5 Conditions préalables des données et des structures de données essentielles du controlling (séparation des différentes origines des marchandises, coûts fixes et variables, coûts directs et frais généraux, compatibilité des systèmes et des systèmes de données)</li> <li>1.6 Structure des coûts et des produits des domaines générateurs de profits et gestion de leur ampleur</li> <li>1.7 Controlling-Cockpit (dotation minimale)</li> </ul>	<b>C</b>
<b>2. Chiffres-clé et analyse de chiffres-clé</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>2.1 Schéma DuPont</li> <li>2.2 Système de contrôle quantitatif de chiffres-clé et d'analyse structurelle (élargissement du système d'analyse du ROI et du schéma DuPont)</li> <li>2.3 Tableau de bord prospectif (Balanced Scorecard)</li> </ul>	<b>C</b>
<b>3. Gestion des stocks</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>3.1 Eléments à calculer et formules de base</li> <li>3.2 Exemples d'application</li> </ul>	<b>C</b>
<b>4. Analyse de rentabilité (Break-Even-Analyse)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>4.1 Définition et indicateurs de l'analyse de rentabilité</li> <li>4.2 Volumes et prix critiques</li> <li>4.3 Modification de l'analyse de rentabilité</li> <li>4.4 Estimation du résultat par des méthodes d'analyse de rentabilité reconnues</li> </ul>	<b>C</b>
<b>5. Calcul et appréciation de prix</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>5.1 Limites de prix</li> <li>5.2 La méthode classique du prix offert</li> <li>5.3 Limite inférieure de prix en cas de capacité insuffisante</li> </ul>	<b>C</b>



<p><b>6. Controlling des revenus et des coûts</b></p> <p>6.1 Controlling des revenus: ordres de grandeurs et instruments de gestion importants</p> <p>6.2 Controlling des coûts orienté sur le produit (calcul des prix de revient par objectif (Target Costing), en fonction de l'investissement (Target Investment), selon le cycle de vie (Life-Cycle-Costing), en fonction de la complexité de la gestion, par exemple)</p> <p>6.3 Controlling des coûts orienté sur les processus (comptabilité à base d'activité, mesure de la performance orientée sur le processus, par exemple)</p> <p>6.4 Controlling des coûts orienté sur les ressources (transfert d'implantation, gestion des actifs, (Asset Management), gestion des sous-traitants, par exemple)</p>	<b>C</b>
<p><b>7. Gestion et controlling des risques</b></p> <p>7.1 Controlling des risques en tant que partie de la gestion des risques</p> <p>7.2 Identification des risques</p> <p>7.3 Agrégat et communication des risques</p> <p>7.4 Mesure et évaluation des risques (y compris variance et value-at-risk)</p> <p>7.5 Gestion et surveillance des risques</p> <p>7.6 Règles d'organisation (séparation des fonctions, documentation, révision interne et contrôle)</p> <p>7.7 Rapport sur les risques</p>	<b>C</b>
<p><b>8. Planification d'entreprise</b></p> <p>8.1 Contenu et fonction de la planification</p> <p>8.2 Phases du processus de planification</p> <p>8.3 Niveaux de la planification</p> <p>8.4 Planification stratégique et contrôle</p> <p>8.5 Planification opérationnelle ainsi que tactique et contrôle (planification à court et à moyen terme)</p> <p>8.6 Organisation de la planification (structure et schéma d'organisation)</p> <p>8.7 Planification des ventes, de la production et des approvisionnements</p> <p>8.8 Planification des investissements et du personnel</p> <p>8.9 Planification des coûts, des produits et du résultat</p> <p>8.10 Planification financière et des liquidités</p> <p>8.11 Interaction des budgets et budget maître (Master Budget)</p> <p>8.12 Plan d'affaires (Business Plan)</p>	<b>C</b>
<p><b>9. Budgétisation</b></p> <p>9.1 Contenu et fonction de la budgétisation</p> <p>9.2 Types de budgets</p>	<b>B</b>

<p>9.3 Participation à la budgétisation</p> <p>9.4 Procédures de budgétisation (processus orientés sur la mise en oeuvre par rapport à ceux orientés sur les résultats, analyses de la valeur, budget base zéro, par exemple)</p>	
<p><b>10. Prévisions et information préalable</b></p> <p>10.1 Analyse de l'environnement</p> <p>10.2 Analyse de la concurrence</p> <p>10.3 Analyse de tendances</p> <p>10.4 Indicateurs des prévisions de chances et de risques latents</p> <p>10.5 Technique des scénarios</p> <p>10.6 Prévisions de chiffres d'affaires et de résultats</p>	<b>B</b>
<p><b>11. Techniques d'utilisation optimale de données et d'informations</b></p> <p>11.1 Lissage des coûts fixes</p> <p>11.2 Principe de Pareto et analyse ABC</p> <p>11.3 Données récurrentes</p> <p>11.4 Données exemptes d'inflation</p> <p>11.5 Plausibilité et sensibilité des données</p> <p>11.6 Données „erronées“</p>	<b>B</b>
<p><b>12. Normes et standards (Benchmarking)</b></p> <p>12.1 Contenu et origine</p> <p>12.2 Types fondamentaux</p> <p>12.3 Phases</p> <p>12.4 Exemples d'applications</p>	<b>B</b>
<p><b>13. Prix de cession interne et calcul des coûts dans des entreprises liées</b></p> <p>13.1 Types de regroupement</p> <p>13.2 Le principe du „dealing at arm's length“</p> <p>13.3 Méthodes de recherche des prix de cession</p> <p>13.4 Prix de revient du groupe (organisation, calcul de charges et produits d'objets de référence, systèmes d'ordonnancement uniformes, consolidation des coûts et des prestations, calcul des coûts primaires du groupe)</p>	<b>B</b>
<p><b>14. Controlling des participations</b></p> <p>14.1 Controlling stratégique des acquisitions</p> <p>14.2 Harmonisation informatique</p> <p>14.3 Direction opérationnelle de participations</p> <p>14.4 Aspects fiscaux du controlling des participations</p> <p>14.5 Controlling stratégique des désinvestissements</p> <p>14.6 Mise en oeuvre organisationnelle du controlling des participations</p>	<b>B</b>

<p><b>15. Gestion et controlling des projets</b></p> <p>15.1 Elaboration d'un planing de projet  15.2 Controlling des projets dans le cadre de leur cycle de vie  15.3 Planification des ressources  15.4 Evaluation des prestations et degré d'avancement des projets  15.5 Analyse budget / réalisation  15.6 Mesures destinées à la conduite de projets  15.7 Méthodes de financement de projets  15.8 Chiffres-clé et rapports</p>	<b>B</b>
<p><b>16. Organisation et controlling</b></p> <p>16.1 Fonctions de l'organisation  16.2 Alternatives de structures d'organisation (structures divisionnaires et fonctionnelles, organisation matricielle, concepts de société holding, variantes d'actualité)  16.3 Méthodes et techniques d'organisation  16.4 Gestion de l'organisation et du résultat  16.5 Organisation et contrôle  16.6 Organisation et culture d'entreprise</p>	<b>B</b>
<p><b>17. Gestion et controlling des ressources humaines</b></p> <p>17.1 Objectifs, missions, contexte  17.2 Obtention de ressources humaines  17.3 Mise en valeur des ressources humaines  17.4 Développement et gestion des ressources humaines  17.5 Organisation de la gestion des ressources humaines</p>	<b>B</b>
<p><b>18. Marchés, marketing et controlling</b></p> <p>18.1 Offre et demande en tant que forces du marché: modes de fonctionnement des marchés  18.2 Elasticité et ses applications  18.3 Objectifs du marketing et stratégies  18.4 Organisation du marketing  18.5 Planification et contrôle du marketing  18.6 Marketing mix  18.7 Coûts du marketing</p>	<b>B</b>
<p><b>19. Gestion opérationnelle et controlling</b></p> <p>19.1 Résultat d'entreprise et stratégie opérationnelle  19.2 Analyse et choix de processus  19.3 Style de concepts de services (choix de services à la clientèle spéci-</p>	<b>B</b>

<p>fiques, mécanismes de financement, position des collaborateurs)</p> <p>19.4 Gestion des fluctuations</p> <p>19.5 Gestion de la qualité</p> <p>19.6 Gestion des files d'attente</p> <p>19.7 Supply Chain Management</p>	
<p><b>20. Controlling de la recherche et du développement</b></p> <p>20.1 Objectifs et problèmes fondamentaux</p> <p>20.2 Gestion stratégique et controlling</p> <p>20.3 Conduite opérationnelle</p> <p>20.4 Mesure de la performance</p>	<b>A</b>
<p><b>21. Direction internationale et controlling</b></p> <p>21.1 Internationalisation des activités d'entreprises</p> <p>21.2 Problèmes stratégiques de la conduite d'entreprise dans les entreprises internationales</p> <p>21.3 Concept de développement d'une stratégie d'internationalisation d'entreprises</p> <p>21.4 Conditions cadres macroéconomiques (production et croissance, épargne, investissement et système financier, politique monétaire et fiscale, inflation et chômage, marché des marchandises et bilan de prestations, politique monétaire et des devises)</p> <p>21.5 Données macroéconomiques essentielles suisses, européennes et d'autres économies importantes</p> <p>21.6 Facteurs de marché et répartition entre salaires et bénéfices</p> <p>21.7 Négoce international</p> <p>21.8 Pouvoir du marché et politique de concurrence</p>	<b>A</b>
<p><b>22. Controlling dans les domaines spécifiques des techniques et outils d'information et de communication</b></p> <p>22.1 Structures de systèmes d'information d'assistance à la direction (systèmes antérieurs; ETC – extraction, transformation, chargement; stockage de données (Data Warehouse); Online Analytical Processing (OLAP); informations d'affaires (Business Intelligence)</p> <p>22.2 Système d'information central (Executive Information Systems (EIS)</p> <p>22.3 Techniques et outils de communication</p>	<b>A</b>

<b>III. Corporate Finance</b>	
<p><b>1. Modes de financement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1.1 Systématisation</li> <li>1.2 Modes de financement interne</li> <li>1.3 Modes de financement externe</li> <li>1.4 Financement des participations</li> <li>1.5 Financement étranger (financement par capitaux de tiers)</li> </ul>	<b>B</b>
<p><b>2. Planification financière</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>2.1 Notions et missions</li> <li>2.2 Modèles de marché des capitaux</li> <li>2.3 Planification des besoins</li> <li>2.4 Planification des liquidités</li> <li>2.5 Planification de la structure</li> </ul>	<b>B</b>
<p><b>3. Couverture des risques par des instruments financiers dérivés</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>3.1 Fondements (y compris connaissances statistiques et mathématiques de base)</li> <li>3.2 Couverture des risques par des forwards et des futures</li> <li>3.3 Couverture des risques par des options</li> <li>3.4 Couverture des risques par des swaps</li> </ul>	<b>B</b>
<p><b>4. Décisions d'investissement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>4.1 Systématisation</li> <li>4.2 Déroulement du processus de décision</li> <li>4.3 Statique et dynamique</li> <li>4.4 Méthodes de calculs statiques et dynamiques</li> <li>4.5 Procédures dynamiques importantes (valeur du capital, Baldwin intérêt, récupération du capital investi)</li> <li>4.6 Détermination des coûts du capital</li> <li>4.7 Evaluation d'investissements risqués orientée sur le marché (évaluation de l'investissement par la méthode du Capital Asset Pricing Model, par exemple)</li> <li>4.8 Prise en considération des impôts</li> <li>4.9 Analyses de sensibilité et par scénarios</li> <li>4.10 Analyses des risques</li> </ul>	<b>C</b>

<p><b>5. Evaluation d'entreprise</b></p> <p><i>Objectifs et processus</i></p> <p>5.1 Principe de l'adéquation du but de l'évaluation, principe du prix limite et principe de l'unité de propriétaire</p> <p>5.2 Motifs de l'évaluation (transaction d'entreprise, inscription au bilan, par exemple)</p> <p>5.3 Méthode de la valeur de rendement</p> <p>5.4 Méthode de la valeur actuelle nette (Discounted Cashflow)</p> <p>5.5 Evaluation d'entreprise au moyen de multiples (facteurs de multiplication)</p> <p>5.6 Méthode de la valeur substantielle</p> <p>5.7 Méthode de la valeur de liquidation</p> <p>5.8 Analyse de sensibilité et par scénarios de valeurs d'entreprise</p> <p><i>Particularités</i></p> <p>5.9 Parts d'entreprises en tant qu'objet d'évaluation</p> <p>5.10 Majoration pour paquet de titres et réductions pour part minoritaire</p> <p>5.11 Modèle des paliers, valeur finale (Terminal Value) et taux de croissance</p> <p>5.12 Coût du capital, degré d'endettement et impôts</p> <p>5.13 Evaluation des provisions pour pensions</p> <p>5.14 Prise en considération des reports de pertes</p> <p>5.15 Evaluation de synergies</p>	<b>C</b>
<p><b>6. Déroulement de l'évaluation d'une transaction de fusion et d'acquisition</b></p> <p>6.1 Analyse du marché et de la concurrence</p> <p>6.2 Analyse d'entreprises et des ressources</p> <p>6.3 Due Diligence</p> <p>6.4 Planification des affaires (Businessplan)</p> <p>6.5 Plausibilité des flux financiers à évaluer</p> <p>6.6 Modifications de la planification et évaluation d'entreprise</p>	<b>B</b>

<b>IV. Fiscalité</b>	
<p><b>1. Conséquences fiscales de l'application des Swiss GAAP RPC et des IFRS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1.1 Swiss GAAP RPC</li> <li>1.2 IFRS</li> <li>1.3 Principe de la compétence de l'autorité suisse</li> <li>1.4 Impôts latents</li> </ul>	<b>B</b>
<p><b>2. Conséquences fiscales dans des cas particuliers</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>2.1 Fondation</li> <li>2.2 Transformation</li> <li>2.3 Assainissement</li> <li>2.4 Liquidation</li> <li>2.5 Insolvabilité</li> </ul>	<b>B</b>
<p><b>3. Droit fiscal des groupes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>3.1 Optimisation fiscale du financement du groupe</li> <li>3.2 Eléments de la restructuration</li> <li>3.3 Transferts de fortune</li> <li>3.4 Fusions et scissions</li> <li>3.5 Imposition des groupes dans le domaine de la TVA</li> </ul>	<b>B</b>
<p><b>4. Droit fiscal international</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>4.1 Types d'entreprises en droit fiscal international</li> <li>4.2 La société européenne (Societas Europaea (SE) et sa mise en oeuvre par des entreprises suisses</li> <li>4.3 Prix de transfert (Transfer Pricing) (directives de l'OCDE, réglementations spécifiques à chaque pays, prescriptions concernant la documentation)</li> <li>4.4 Modèle de convention de l'OCDE (conventions de double imposition)</li> <li>4.5 Fondements de la directive de l'UE concernant les relations entre société-mère et société-fille</li> <li>4.6 TVA: conséquences de la 6ème directive de l'EU pour les entreprises suisses</li> </ul>	<b>B</b>

<p><b>5. Planification fiscale</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>5.1 Méthodes de la planification fiscale entre la société et les détenteurs de parts</li> <li>5.2 Développement de structures fiscales optimales</li> <li>5.3 Choix de la forme juridique</li> <li>5.4 Imposition de sujets fiscaux privilégiés (sociétés de participation, sociétés de domicile, par exemple)</li> <li>5.5 Choix de l'implantation</li> <li>5.6 Disposition fiscale concernant la matière imposable</li> <li>5.7 Structures offshore</li> </ul>	<p><b>A</b></p>
<p><b>6. Imposition et économie du secteur public</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>6.1 Externalités</li> <li>6.2 Biens publics et ressources sociales</li> <li>6.3 Coûts de l'imposition</li> <li>6.4 Organisation du système fiscal</li> </ul>	<p><b>A</b></p>